

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996 - 1997 (*)

25 JUIN 1997

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code électoral en ce qui
concerne les circonscriptions pour
l'élection de la Chambre des
représentants**

(Déposée par M. Frans Lozie)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de la dernière réforme de l'Etat, la composition des Chambres fédérales - la Chambre des représentants et le Sénat - a été profondément modifiée. Le nombre de parlementaires a été fortement réduit, étant donné que les membres des conseils régionaux étaient également élus directement et que le législateur entendait éviter que le nombre total des membres de l'ensemble des conseils et des parlements élus augmente dans des proportions considérables. Le Sénat a fait l'objet d'une réforme en profondeur: le mode d'élection directe des sénateurs a été complètement modifié et des sénateurs communautaires ont été désignés.

Le système électoral proprement dit n'a pratiquement pas été modifié. L'obligation de vote a été maintenue et le vote en tête de liste a toujours la même incidence sur le résultat final du scrutin. Les candidats ne pouvaient se présenter que dans leur propre circonscription. L'apparement ou le système des groupements de listes, conjugué au maintien d'un nombre relativement important de circonscriptions,

(*) Troisième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996 - 1997 (*)

25 JUNI 1997

WETSVOORSTEL

**tot wijziging, wat de kieskringen
voor de verkiezingen voor de Kamer
van Volksvertegenwoordigers betreft,
van het Kieswetboek**

(Ingediend door de heer Frans Lozie)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Naar aanleiding van de jongste staatshervorming werd de samenstelling van de federale kamers -de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat- grondig gewijzigd. Het aantal parlementsleden werd drastisch verminderd omdat ook de leden van de gewestraden rechtstreeks werden verkozen en de wetgever het totale aantal leden van alle verkozen raden en parlementen niet sterk wou doen toenemen. De Senaat werd ingrijpend hervormd met een totaal andere wijze van rechtstreekse verkiezing en de aanduiding van gemeenschapssenatoren.

Aan het kiessysteem zelf werd nauwelijks geraakt. De stemplicht bleef behouden en aan de invloed van de lijststem bij het bepalen wie uiteindelijk verkozen wordt, werd evenmin geraakt. Kandidaten konden alleen opkomen in hun eigen kieskring. Het behoud van een vrij groot aantal kieskringen, vooral in West- en Oost-Vlaanderen en in het Franstalige landsdeel, had soms tot gevolg dat de apparentering

(*) Derde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

essentiellement en Flandre orientale, en Flandre occidentale et dans la partie francophone du pays, donnait parfois des résultats pour le moins curieux au niveau de l'attribution des sièges.

L'électeur a dès lors du mal à établir un lien entre son vote et le résultat final de l'élection. Le personnel politique est également en proie à l'incertitude, moins quant au résultat même des élections qu'en raison de la complexité du mode de désignation des élus.

Notre loi électorale est en effet très compliquée. Cela n'a rien d'étonnant, dans la mesure où il n'est guère aisé d'organiser la démocratie. Il devrait cependant être possible de mieux organiser les élections, de manière que la composition de l'assemblée élue reflète plus fidèlement le résultat du scrutin.

Il est manifeste que le parlement a perdu une bonne part de son pouvoir, au profit notamment, du gouvernement ou de toute une série de conseils consultatifs et de groupes de pression, qui négocient directement avec le gouvernement. L'examen des projets déposés par le gouvernement représente l'essentiel du travail législatif. Ces projets sont généralement le fruit de difficiles négociations avec les parties ou les groupes de pression concernés, avec les partis politiques qui soutiennent l'action gouvernementale et avec le Conseil d'Etat, qui examine attentivement les avant-projets. Il est dès lors souvent très difficile d'y apporter des modifications substantielles au cours des débats parlementaires.

Cette faible marge de manoeuvre dont disposent les parlementaires fait naître, au sein de l'opinion publique, le sentiment que le parlement n'est qu'une machine à voter, une assemblée de béni-oui-oui à la dévotion du gouvernement. Les contre-propositions de l'opposition font rarement l'objet d'un examen sérieux et ne sont - est-il besoin de le préciser? - pratiquement jamais adoptées. Même les parlementaires de la majorité hésitent à proposer des modifications aux textes pour ne pas perturber les équilibres préalablement atteints.

On pointe souvent un doigt accusateur en direction des quartiers généraux des partis politiques, partis dont les présidents jouent un rôle central lors de l'élaboration de l'accord de gouvernement et dont le rôle consiste ensuite essentiellement à veiller au respect scrupuleux de cet accord. L'influence des instances des partis sur la confection des listes électorales fait également souvent l'objet de jugements sévères.

Et pourtant, un parti politique n'est pas en soi une institution antidémocratique. L'existence de nombreux partis politiques est le gage d'un débat politi-

of het systeem van lijstenverbindingen gekke bokkesprongen veroorzaakte bij de toewijzing van de zetels.

Bijgevolg begrijpt de kiezer slechts met moeite het verband tussen zijn stemgedrag en de uiteindelijke verkiezingsuitslag. Het politieke personeel verkeert eveneens in onzekerheid, niet zozeer over het eigenlijk kiesresultaat, maar veeleer wegens de ingewikkelde wijze van aanduiden van de verkozenen.

Onze kieswet is inderdaad zeer ingewikkeld. Dit mag geen verwondering wekken vermits democratie nu eenmaal niet zo eenvoudig te organiseren is. Toch moet het mogelijk zijn deze verkiezingen beter te organiseren zodat er een nauwere band bestaat tussen de eigenlijke stemuitslag en de samenstelling van de verkozen vergadering.

Het is overduidelijk dat het parlement vandaag veel aan gezag heeft ingeboet tegenover bijvoorbeeld de regering of allerhande adviesraden en drukkingsgroepen die rechtstreeks onderhandelen met de regering. Het grootste deel van het wetgevend werk vertrekt vanuit ontwerpen die door de regering bij het parlement worden ingediend. Meestal zijn deze ontwerpen het resultaat van moeizame onderhandelingen met de betrokken partijen of drukkingsgroepen, met de politieke partijen die de regering steunen en met de Raad van State, die de voorontwerpen grondig onderzoekt. Het is dan ook vaak uiterst moeilijk om tijdens de debatten in het parlement grondige wijzigingen aan te brengen.

Dit wekt bij de publieke opinie de indruk dat het parlement slechts een stemmachine is die onder druk van de regering vooral moet ja-knikken. De tegenvoorstellen van de oppositie worden zelden ernstig onderzocht, laat staan aangenomen. Zelfs parlementsleden van de meerderheid aarzelen om wijzigingen voor te stellen om de vooraf bereikte evenwichten niet te verstoren.

Vaak wordt met een beschuldigende vinger gewezen naar de hoofdkwartieren van de politieke partijen, waarvan de voorzitters een centrale rol spelen bij het opstellen van het regeerakkoord en vooral er nadien over waken dat dit akkoord nauwgezet wordt nageleefd. Ook de invloed van de centrale partijorganen op de lijstvorming bij de verkiezingen wordt vaak scherp veroordeeld.

Nochtans is een politieke partij op zichzelf geen ondemocratische instelling. Een veelheid aan politieke partijen zorgt ervoor dat het politieke debat plu-

que pluraliste et garantit que les problèmes de société seront examinés sous divers angles avant que les pouvoirs publics ne prennent une initiative législative en la matière.

Il va de soi que le message idéologique de ces partis est porté par leurs mandataires qui, par leur vote, permettent la prise de décision politique. En principe, l'électeur peut exprimer son vote de deux manières. En émettant un vote de liste, l'électeur souscrit au message politique du parti concerné. S'il émet un vote nominatif, il soutient la candidature de la personne à laquelle il accorde son suffrage. Il se peut toutefois qu'il veuille également exprimer par ce vote qu'il estime que le candidat qui recueille son suffrage est sans doute celui qui incarne le mieux la philosophie du parti en question ou, tout simplement, que la personnalité de ce candidat lui inspire confiance. Le comportement de l'électeur peut dès lors être inspiré par diverses motivations.

Si l'on ne pouvait exprimer que des votes nominatifs, cela signifierait que l'on part du principe que ce n'est pas le message politique du parti concerné qui est important, mais la notoriété ou le profil du candidat. Il serait dès lors absurde que ce soient ensuite les partis politiques qui négocient l'accord de gouvernement. Il n'est dès lors pas illogique que les partis politiques exercent une influence sur la confection de leurs listes et, par conséquent, sur la composition de l'équipe qui défendra leurs idées au parlement. Tout citoyen est en outre libre de s'affilier à un parti politique et d'influencer ainsi la confection des listes.

Le fait que les partis politiques se présentent devant l'électeur avec des listes qu'ils ont confectionnées eux-mêmes n'a donc rien d'antidémocratique. Un système électoral doit trouver un équilibre entre les droits des membres des partis qui ont pris part au processus de décision au sein du parti et les droits de l'électeur individuel qui approuve ou non cette décision.

Par respect pour les règles démocratiques internes aux partis politiques, le vote de liste doit avoir une influence sur la désignation des candidats. Mais, actuellement, cette influence est manifestement trop importante. L'électeur ne réussit que rarement à influencer sur l'ordre de désignation des candidats.

Il existe plusieurs possibilités pour rétablir cet équilibre. Plus les circonscriptions électorales sont limitées, moins les candidats élus sont nombreux et plus il est important de figurer en tête de liste.

Contrairement à ce que d'aucuns suggèrent quelquefois, c'est dans le système majoritaire que l'influence des partis est la plus forte dans un tel contexte. Si un seul candidat peut être élu par circonscription électorale, il s'agit pour lui de gagner les faveurs d'un parti afin de se lancer avec succès, et

ralistisch verloopt en dat maatschappelijke problemen vanuit diverse invalshoeken worden bekeken vooraleer de overheid wetgevend optreedt.

De ideologische invalshoek van deze partijen wordt uiteraard uitgedragen door de verkozenen die met hun stemgedrag in het parlement de politieke besluitvorming mogelijk maken. In principe kan de kiezer op twee verschillende wijzen zijn stem uitbrengen. Wanneer de kiezer een lijststem uitbrengt, onderschrijft hij de politieke boodschap die de betrokken partij uitdraagt. Door een naamstem uit te brengen, ondersteunt de kiezer de kandidatuur van die persoon. Het is echter ook mogelijk dat hij daarmee alleen wil uitdrukken dat deze kandidaat wellicht het best de filosofie van de betrokken partij uitdraagt, of gewoon dat deze kandidaat wegens zijn persoonlijkheid vertrouwen inboezemt. In het stemgedrag van de kiezer kunnen dus verschillende motivaties liggen.

Indien uitsluitend naamstemmen uitgebracht zouden kunnen worden, gaat men er eigenlijk vanuit dat niet de politieke boodschap van die partij belang heeft, maar vooral de bekendheid of het profiel van de kandidaat. Gek genoeg zijn het dan wel de politieke partijen die nadien onderhandelen over een regeerakkoord. Het is dus niet onlogisch dat de politieke partijen een invloed hebben op de samenstelling van hun lijst en vandaar op de samenstelling van de ploeg die hun ideeën zal verdedigen in het parlement. Elke burger kan zich bovendien vrij aansluiten bij een politieke partij en op die manier de lijstvorming beïnvloeden.

Er is dus niets ondemocratisch aan het feit dat politieke partijen met door hen samengestelde lijsten naar de kiezer stappen. Een kiesstelsel moet een evenwicht vinden tussen de rechten van de partijleden die hebben deelgenomen aan het besluitvormingsproces binnen de partij en de rechten van de individuele kiezer die deze beslissing al of niet goedkeurt.

Uit respect voor de interne democratische regels binnen de politieke partijen moet de lijststem een invloed hebben op de aanduiding van de kandidaten. Maar die invloed is vandaag duidelijk te groot. Slechts zelden slaagt de kiezer erin deze volgorde te wijzigen.

Er zijn verschillende mogelijkheden om dit evenwicht te herstellen. Hoe kleiner de kieskringen zijn, hoe minder kandidaten worden verkozen op de lijst en hoe belangrijker het wordt om op de eerste plaats te staan.

In tegenstelling tot wat soms wordt gesuggereerd, is het meerderheidsstelsel in die context net het topunct van partij-invloed. Wanneer per kieskring maar één kandidaat kan worden verkozen, dan komt het er voor een kandidaat op aan de gunst van een partij te winnen om met succes en de nodige middelen de

en disposant des moyens nécessaires, dans la bataille électorale. Théoriquement, un candidat peut se présenter sans appartenir à aucun parti et tenter de rassembler sur son nom la majorité des électeurs de la circonscription électorale. La pratique montre que cela ne va pas de soi. Les élections présidentielles américaines, par exemple, montrent clairement que les candidats indépendants n'ont pratiquement aucune chance.

L'augmentation du nombre d'élus par circonscription électorale serait dès lors un moyen d'accroître l'influence de l'électeur sur la désignation des élus: chaque parti politique pourrait ainsi avoir plusieurs élus et le vote de préférence gagnerait en influence.

Les dernières élections pour le Sénat ont montré tout l'intérêt qu'il y a pour les partis politiques à présenter un candidat dans l'ensemble d'une région (la Flandre, Bruxelles ou la Wallonie). Ce n'était pas un hasard si les ténors des partis conduisaient surtout les listes pour le Sénat. Pour l'électeur, c'était une bonne chose car cela lui permettait de se prononcer sur les choix opérés par les partis. Eu égard à leur renommée et à leur résultat au niveau national, les sénateurs élus bénéficiaient en outre d'une grande autorité morale.

Ce système ne s'applique cependant pas à l'élection des membres de la Chambre des représentants. Or, cette assemblée est considérée comme la chambre politique au niveau fédéral depuis la dernière réforme de l'Etat. Il n'est dès lors pas logique, dans ces conditions, que les ténors des partis élus à la Chambre ne puissent se mesurer à leurs adversaires dans l'ensemble de la région et que leur résultat électoral se limite à la petite circonscription électorale dans laquelle ils se présentent.

Aux Pays-Bas, le système appliqué est mixte, les candidats à la Chambre pouvant également se présenter au niveau national. La présente proposition de loi vise à élaborer un système similaire.

Qui plus est, si les circonscriptions électorales sont suffisamment grandes pour permettre l'élection de plusieurs candidats par circonscription, le système des groupements de listes devient superflu et l'appareillement peut être supprimé.

Le système existe déjà aux élections communales, mais le mécanisme de répartition qui y est appliqué est foncièrement antidémocratique, de sorte que les grands partis sont encore avantagés et qu'il est très difficile aux petits partis de faire leur percée. On peut difficilement parler de représentation proportionnelle au conseil communal lorsque la circonscription électorale est dominée par un seul parti. On en arrive rapidement dans ce cas à la dictature du plus fort.

verkiezingsstrijd aan te gaan. In theorie kan men ook als ongebonden individu zijn kandidatuur stellen en proberen de meerderheid van de kiezers van de kiesomschrijving achter zich te scharen. De praktijk leert dat dit niet evident is. Dit wordt bijvoorbeeld duidelijk geïllustreerd bij de Amerikaanse presidentsverkiezingen waarbij onafhankelijke kandidaten nauwelijks kans maken.

Een middel om de invloed van de kiezer op de aanduiding van de verkozenen te vergroten, is daarom de verhoging van het aantal verkozenen per kieskring, zodat elke politieke partij meerdere verkozenen heeft en de invloed van de voorkeurstem groter wordt.

Bij de vorige senaatsverkiezingen bleek hoe interessant het voor de politieke partijen kan zijn om een kandidaat over het hele gewest (Vlaanderen, Brussel of Wallonië) voor te dragen. Het was geen toeval dat de kopstukken van de partijen vooral de senaatslijsten aanvoerden. Een goede zaak, want zo kon de kiezer ook zijn oordeel vellen over de keuze die de partijen maakten. Deze verkozen senatoren konden meteen ook rekenen op een groot moreel gezag, gezien hun landelijke bekendheid en kiesresultaat.

Dit systeem is echter niet van toepassing op de verkiezing van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Nochtans is deze vergadering bij de jongste staatshervorming beschreven als de politieke kamer op federaal niveau. Het is dan ook niet logisch dat de tenoren van de partijen in deze kamer zich niet over het hele gewest met hun tegenstanders kunnen meten, en dat hun kiesresultaat beperkt blijft tot de kleinere kieskring waarin zij opkomen.

In Nederland bestaat een gemengd systeem waarbij kandidaten ook voor de Kamer landelijk kunnen opkomen. In dit voorstel proberen we een gelijkwaardige oplossing te bedenken.

Wanneer de kieskringen voldoende groot zijn, zodat een behoorlijk aantal kandidaten per kieskring kan worden verkozen, heeft men bovendien geen systeem van lijstenverbindingen nodig en kan de apparetering worden afgeschaft.

Het systeem bestaat reeds bij de gemeenteraadsverkiezingen, waarbij echter een zeer ondemocratisch verdeelmechanisme wordt gehanteerd, dat de grote partijen extra bevoordeelt en het voor kleinere formaties zeer moeilijk maakt door te breken. Zeker wanneer één partij in de kieskring domineert, kan men nog moeilijk spreken van een evenredige vertegenwoordiging in de gemeenteraad. Dan wordt het snel de dictatuur van de sterkste ...

La présente proposition a pour objet principal de créer des circonscriptions électorales qui soient suffisamment grandes pour éliminer presque totalement le système de l'apparentement, permettre aux personnalités d'envergure nationale de se présenter sur les listes et permettre aux électeurs d'influencer réellement la désignation des élus.

Nous avons délibérément évité d'apporter la moindre modification au système électoral en vigueur dans la périphérie bruxelloise. La présente proposition ne scinde pas encore l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, car il s'agit là d'un problème politique distinct, typiquement belge, qui ne peut être réglé qu'avec l'approbation de la majorité spéciale prévue par la Constitution. Une telle réforme, qui n'est pas exclue en l'occurrence, pourra éventuellement être intégrée à la réglementation proposée, de manière à supprimer également l'apparentement dans la région bruxelloise - la seule région dans laquelle la présente proposition prévoit de maintenir ce système.

Quels sont les principes de base retenus dans la présente proposition?

1. Une seule circonscription électorale par province, à l'exception de l'ancienne province de Brabant où les trois circonscriptions électorales sont maintenues: Bruxelles-Hal-Vilvorde, Louvain et Nivelles.

2. La suppression du groupement de listes, sauf en ce qui concerne les circonscriptions électorales de l'ancienne province de Brabant.

3. Le nombre maximum de candidats pouvant se présenter dans plusieurs circonscriptions électorales, tant dans l'ensemble de la Wallonie que dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et tant dans l'ensemble de la Flandre que dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, est fixé à six par liste. Leur nombre est toutefois limité à la moitié des membres à élire dans la circonscription électorale. Les candidats nationaux d'un même parti ne peuvent pas résider dans la même circonscription électorale.

4. Les deux premiers candidats de chaque liste doivent être de sexe différent.

5. Dans chaque circonscription électorale, les sièges sont d'abord répartis entre les différentes listes selon le mode de calcul appliqué pour l'élection du Parlement européen et pour l'élection des sénateurs élus directement (répartition proportionnelle - mode de calcul D'Hondt). L'actuel système de groupement de listes n'est maintenu que dans les circonscriptions électorales de Bruxelles-Hal-Vilvorde, Louvain et Nivelles, et encore, uniquement pour la répartition des sièges entre les listes et entre les circonscriptions électorales.

Het hoofdprincipe van dit voorstel bestaat erin, voldoende grote kieskringen te creëren, zodat het apparenteringsstelsel bijna volledig weggewerkt kan worden, zogenaamde landelijke figuren op de lijsten kunnen staan en de kiezer daadwerkelijk invloed krijgt op de aanduiding van de verkozenen.

Dit voorstel vermijdt bewust iets te wijzigen aan het kiesstelsel in de Brusselse rand. Het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde wordt in dit voorstel nog niet gesplitst. Dit vormt een afzonderlijk, typisch Belgisch politiek probleem dat slechts met een bijzondere grondwettelijke meerderheid kan worden aangepakt. Dit voorstel sluit een hervorming niet uit; ze kan eventueel in de voorgestelde regeling geïntegreerd worden, zodat de apparentering ook voor de Brusselse regio -de enige regio waarin ze in dit voorstel nog wordt behouden- wegvalt.

Wat zijn de concrete basisprincipes?

1. Eén kieskring per provincie, met uitzondering van de vroegere provincie Brabant, waar de drie kieskringen blijven bestaan: Brussel-Halle-Vilvoorde, Leuven en Nijvel.

2. De afschaffing van de lijstenverbinding, behalve voor de kieskringen van de vroegere provincie Brabant.

3. Per lijst kunnen maximaal zes kandidaten in meerdere kieskringen opkomen, zowel in heel Vlaanderen als in Brussel-Halle-Vilvoorde, en zowel in Wallonië als in Brussel-Halle-Vilvoorde. Hun aantal is echter beperkt tot de helft van de te verkiezen leden van de kieskring. Landelijke kandidaten van dezelfde partij mogen niet in dezelfde kieskring wonen.

4. De eerste twee kandidaten van elke lijst moeten van een verschillend geslacht zijn.

5. Per kieskring worden de zetels eerst over de verschillende lijsten verdeeld volgens dezelfde berekeningswijze als bij de Europese verkiezingen of de verkiezing van de rechtstreeks verkozen senatoren (evenredige verdeling - berekeningswijze D'Hondt). Enkel in de kieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde, Leuven en Nijvel blijft het huidig systeem van lijstenverbinding van kracht, maar uitsluitend voor de verdeling van de zetels over de lijsten en over de kieskringen.

6. Seuls les candidats locaux peuvent se voir attribuer des votes de liste émis dans la circonscription électorale.

7. Les candidats nationaux sont élus directement lorsque le nombre de voix qu'ils ont recueilli atteint un tiers au moins du diviseur électoral national (= le nombre de votes valables émis dans le Royaume divisé par le nombre de sièges à la Chambre: 150). Les votes de liste ne leur procurent aucune voix supplémentaire.

8. Les candidats nationaux élus sont attribués à la circonscription électorale dans laquelle ils sont domiciliés. Si leur liste n'a pas droit à un siège dans cette circonscription électorale, le candidat élu est attribué à la circonscription dans laquelle il obtient le meilleur score (la proportion plus importante des votes exprimés en faveur de sa liste, votes de liste compris).

9. Les élus locaux sont désignés après la désignation et l'attribution des candidats nationaux.

La répartition, sur la base du recensement de 1991, des sièges pour la chambre des représentants entre les nouvelles circonscriptions électorales se présente dès lors comme suit:

province d'Anvers:	24 sièges (=)
province de Limbourg:	11 sièges (=)
province de Flandre occidentale:	17 sièges (=)
province de Flandre orientale:	20 sièges (-1)
circonscription électorale de Louvain:	7 sièges (=)
circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde:	22 sièges (=)
circonscription électorale de Nivelles :	5 sièges (=)
province de Hainaut:	19 sièges (=)
province de Liège:	15 sièges (=)
province de Namur:	6 sièges (=)
province de Luxembourg:	4 sièges (+1)

En comparaison de la situation actuelle, la province de Luxembourg gagne un siège au détriment de la province de Flandre orientale.

Cette modification radicale du système électoral est également mise à profit pour supprimer le vote obligatoire et le remplacer par un droit de vote. Nous nous bornons, à cet égard, à proposer la suppression des dispositions pénales. La transformation du vote obligatoire en droit de vote nécessite une révision de la Constitution. Parallèlement, ce droit de vote pourrait être étendu à tous les habitants du royaume ayant atteint un âge inférieur à celui fixé actuellement pour l'électorat (par exemple, seize ans), et ce, quelle que soit leur nationalité. Nous apporterions notre appui à ces modifications, mais elles nécessitent également une révision de la Constitution. C'est la raison pour laquelle elles ne sont pas reprises dans la présente proposition de loi.

6. Enkel de lokale kandidaten kunnen stemmen toegewezen krijgen van de lijststemmen uit de kieskring.

7. Landelijke kandidaten zijn rechtstreeks verkozen wanneer zij een derde van de landelijke kiesdeler (het aantal geldige uitgebrachte stemmen in het Rijk, gedeeld door het aantal kamerzetels: 150). Zij krijgen geen extra stemmen uit de lijststemmen.

8. Verkozen landelijke kandidaten worden toegerekend aan de kieskring waarin zij gedomicilieerd zijn. Indien hun lijst in die kieskring geen recht heeft op een zetel, dan wordt deze kandidaat toegewezen aan de kieskring waarin hij de beste score haalt (het grootste aandeel van de op zijn lijst uitgebrachte stemmen, lijststemmen inbegrepen).

9. De lokale verkozenen worden aangeduid na de aanduiding en toewijzing van de landelijke kandidaten.

Bij de verdeling van de zetels voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers over de nieuwe kieskringen, op basis van de volkstelling van 1991, komen we tot volgend resultaat:

province Antwerpen:	24 zetels (=)
province Limburg:	11 zetels (=)
province West-Vlaanderen:	17 zetels (=)
province Oost-Vlaanderen:	20 zetels (-1)
kieskring Leuven:	7 zetels (=)
kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde:	22 zetels (=)
kieskring Nijvel:	5 zetels (=)
province Henegouwen:	19 zetels (=)
province Luik:	15 zetels (=)
province Namen:	6 zetels (=)
province Luxembourg:	4 zetels (+1)

In vergelijking met de huidige toestand wint de provincie Luxemburg één zetel ten nadele van de provincie Oost-Vlaanderen.

Van deze grondige wijziging van het kiesstelsel wordt meteen ook gebruik gemaakt om de stemplicht af te schaffen en te vervangen door een stemrecht. Dit voorstel beperkt zich tot de afschaffing van de strafbepalingen. De omzetting van de stemplicht in een stemrecht vergt een grondwetsherziening. Tegelijk zou dit stemrecht uitgebreid kunnen worden tot alle inwoners, ongeacht de nationaliteit, en vanaf een lagere leeftijd, bijvoorbeeld 16 jaar. Deze wijzigingen zouden wij steunen, maar zij vereisen eveneens een grondwetsherziening. Om die reden zijn ze niet in dit wetsvoorstel opgenomen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Le tableau annexé au Code électoral est modifié. Les circonscriptions électorales pour l'élection de la Chambre des représentants coïncident en principe avec les provinces, sauf pour les circonscriptions électorales de Louvain, Nivelles et Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Pour que ces trois circonscriptions électorales soient également organisées sur base provinciale, la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde doit être scindée, ce qui suppose une modification de la loi spéciale. Une telle modification peut évidemment être opérée dans le cadre de la présente proposition, à condition toutefois que la majorité spéciale requise existe.

Art. 3

Le système du groupement de listes est supprimé, parce que les circonscriptions électorales sont désormais formées par les provinces. Il y a, dans chaque province, suffisamment de membres à élire pour pouvoir garantir une répartition proportionnelle correcte des sièges entre les différentes listes sans devoir sacrifier aux astuces de l'appareusement ou du groupement de listes.

Les groupements de listes ne seront plus autorisés que pour les circonscriptions électorales de Louvain et Bruxelles-Hal-Vilvorde d'une part et de Nivelles et Bruxelles-Hal-Vilvorde d'autre part.

Art. 4

Il est apparu, lors des dernières élections, que les actions positives en faveur des femmes actuellement en vigueur en vue d'obtenir une répartition plus équilibrée des élus entre les deux sexes ne produisent pas beaucoup de résultats. C'est pourquoi cet article prévoit que les deux premiers candidats devront être de sexe différent.

Etant donné que les circonscriptions électorales seront plus grandes, il existe une probabilité bien réelle que plusieurs candidats soient élus sur la plupart des listes. En instaurant cette règle, nous accroissons les probabilités d'élection des femmes et obligeons les partis politiques à leur octroyer des places au sommet de la liste.

Il convient par ailleurs de souligner qu'eu égard à l'élargissement des circonscriptions électorales et à

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

De tabel, gevoegd bij het Kieswetboek, wordt gewijzigd. De kieskringen voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers vallen in principe gelijk met de provincies, behalve de kieskringen Leuven, Nijvel en Brussel-Halle-Vilvoorde.

Om ook deze drie kieskringen provinciaal te organiseren, dient de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde gesplitst, wat een wijziging van de bijzondere wet veronderstelt. Uiteraard kan een dergelijke wijziging in dit voorstel ingepast worden, indien de vereiste bijzondere meerderheid zou bestaan.

Art. 3

Het systeem van lijstenverbinding wordt geschrapt omdat de provincies nu de kieskringen vormen. Elke provincie telt voldoende te verkiezen leden om zonder het grillige spel van de apparenering of lijstenverbinding toch een behoorlijke proportionele verdeling van de zetels over de verschillende lijsten te garanderen.

Alleen voor de kieskringen Leuven en Brussel-Halle-Vilvoorde enerzijds en Nijvel en Brussel-Halle-Vilvoorde anderzijds worden nog lijstenverbindingen toegestaan.

Art. 4

Bij de vorige verkiezingen is gebleken dat de huidige regels van positieve acties voor vrouwen, om een meer evenwichtige verdeling van de verkozenen over beide geslachten te verkrijgen, niet veel resultaat opleveren. Via dit artikel voegen we er nog een regel aan toe. De eerste twee kandidaten moeten van verschillend geslacht zijn.

Vermits de kieskringen groter worden is de kans zeer reëel dat op de meeste lijsten meerdere kandidaten worden verkozen. Door deze regel in te voeren, verhogen we de verkiesbaarheidskansen voor vrouwen en verplichten we de politieke partijen ook vrouwelijke kandidaten op opvallende plaatsen te plaatsen.

Merken we bovendien op dat door de grotere kieskringen en het beperkt houden van de invloed van de

la limitation de l'influence du vote de liste, l'électeur pourra, plus que par le passé, peser sur le résultat en émettant un vote de préférence.

Art. 7

Cet article instaure le système des candidats nationaux pour l'élection de la Chambre des représentants. Dans ce cadre, des candidats peuvent se présenter dans plusieurs circonscriptions électorales comme candidats nationaux.

Etant donné que ce système représente une petite révolution dans notre système électoral, un certain nombre de mesures limitatives sont introduites. Le nombre de candidats nationaux est limité en fonction de la longueur de la liste et à un maximum de cinq par liste. Ces candidats proviennent de différentes circonscriptions électorales, afin d'éviter qu'une province domine excessivement la liste et que l'électeur local de la province concernée n'ait pratiquement aucune possibilité d'influencer le résultat électoral.

Ce système des candidats nationaux n'a aucune influence sur la répartition proportionnelle du nombre de membres de la Chambre entre les différentes circonscriptions électorales, parce que la répartition des sièges est effectuée au préalable et que l'influence des élus nationaux ne joue qu'en ce qui concerne le choix des noms pour les sièges attribués. C'est pourquoi les chapitres V et VI du Code électoral ne sont pas modifiés.

Le système n'est pas appliqué aux suppléants.

Art. 8

Cet article apporte une adaptation technique en raison de la suppression du système du groupement des listes dans la plupart des provinces. Il en va de même des articles 9 à 15.

Art. 16

Cet article modifie de manière radicale le système de désignation des élus (chapitre VII du Code électoral).

Pour les listes sur lesquelles aucun candidat national n'est présenté, le système actuel de désignation des élus reste en vigueur.

Pour les listes sur lesquelles des candidats nationaux sont présentés, les «sièges nationaux» sont attribués en premier lieu. Pour être considérés comme «directement» élus, les candidats nationaux doivent obtenir un tiers du quotient électoral national. Ce

lijststem, de kiezer ook met de voorkeurstem een grotere invloed zal hebben op het resultaat.

Art. 7

In dit artikel wordt het systeem van landelijke kandidaten ingevoerd voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Hierbij kunnen kandidaten in meerdere kieskringen, als «nationale» of «landelijke» kandidaten, opkomen.

Omdat dit systeem een kleine revolutie in ons kiessysteem teweegbrengt, wordt een aantal beperkende maatregelen ingevoerd. Het aantal landelijke kandidaten wordt beperkt in functie van de lengte van de lijst en tot een maximum van vijf per lijst. Deze kandidaten komen uit verschillende kieskringen, om te beletten dat een provincie de lijst al te sterk zou domineren en de lokale kiezer in de betrokken provincie nauwelijks de kans krijgt om het kiesresultaat te beïnvloeden.

Dit systeem van landelijke kandidaten heeft geen invloed op de proportionele verdeling van het aantal leden van de Kamer over de verschillende kieskringen, omdat de zetelverdeling vooraf gebeurt en de invloed van landelijk verkozenen alleen speelt bij de invulling van de namen in de toegekende zetels. Hoofdstukken V en VI van het Kieswetboek worden daarom niet gewijzigd.

Het systeem wordt niet toegepast op de opvolgers.

Art. 8

Dit artikel is een technische aanpassing die voortvloeit uit de afschaffing van het systeem van de lijstenverbinding in de meeste provincies. Dit geldt ook voor de artikels 9 tot 15.

Art. 16

In dit artikel wordt een grondige wijziging doorgevoerd van de aanduiding van de verkozenen (hoofdstuk VII van het Kieswetboek).

Voor de lijsten waarop geen landelijke kandidaten worden voorgedragen, blijft het huidig systeem van aanduiding van de verkozenen van kracht.

Voor de lijsten waarop wel landelijke kandidaten worden voorgedragen, worden eerst de «landelijke zetels» toegekend. Om «rechtstreeks» als verkozen te worden beschouwd, moeten de landelijke kandidaten een derde van de landelijke kiesdeler behalen. Deze

quotient électoral est déterminé en divisant le nombre total de voix valablement exprimées dans le Royaume par 150, nombre de sièges à pourvoir. La proportion d'un tiers peut paraître peu élevée, mais il convient de rappeler que ces candidats nationaux ne peuvent se présenter que dans la moitié du Royaume.

Les candidats nationaux élus «directement» sont attribués à une circonscription électorale bien déterminée, d'une part parce que la répartition des sièges a eu lieu au préalable sur la base des circonscriptions électorales et, d'autre part, afin que la réglementation relative aux suppléants puisse être maintenue selon le système actuel. Il n'est d'ailleurs pas élu de suppléant «national».

Art. 17

Cet article concerne une adaptation d'ordre technique qui découle de l'article 16.

Art. 18

Cet article abroge les dispositions pénales du Titre VI du Code électoral en attendant le remplacement - dans la Constitution également - de l'obligation de vote par le droit de vote.

kiesdeler wordt vastgesteld door het totale aantal geldig uitgebrachte stemmen in het Rijk te delen door 150, het aantal te begeben zetels. Een derde kan weinig lijken, maar er dient op gewezen dat deze landelijke kandidaten slechts in de helft van het Rijk kunnen opkomen.

«Rechtstreeks» verkozen landelijke kandidaten worden aan een welbepaalde kieskring toebedeeld, enerzijds omdat de zetelverdeling vooraf is gebeurd op basis van de kieskringen en anderzijds opdat de regeling van de opvolgers volgens het huidige systeem behouden kan blijven. Er worden immers geen «landelijke» opvolgers verkozen.

Art. 17

Dit artikel is een technische aanpassing ten gevolge van artikel 16.

Art. 18

Dit artikel schrapt de strafbepalingen van titel VI van het Kieswetboek in afwachting van de -ook grondwettelijke- vervanging van de kiesplicht door het kiesrecht.

F. LOZIE

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Le tableau visé à l'article 87 du Code électoral du 12 avril 1894, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, est remplacé par le tableau annexé à la présente loi.

Le Roi met la répartition des membres de la Chambre entre les circonscriptions électorales en concordance avec ce nouveau tableau.

Art. 3

A l'article 115 du Code électoral du 12 avril 1894, remplacé par la loi du 5 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes:

A) à l'alinéa 2, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, la disposition du 1^o est abrogée;

B) à l'alinéa 5, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, dans la dernière phrase, les mots «le président du bureau principal de circonscription électorale ou» sont supprimés.

Art. 4

L'article 117*bis* du même Code, inséré par la loi du 24 mai 1994, est complété par l'alinéa suivant:

«Sur chaque liste, tant les deux premiers candidats effectifs que, le cas échéant, les deux premiers candidats suppléants doivent être de sexe différent.»

Art. 5

A l'article 118, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par les lois des 5 juillet 1976 et 16 juillet 1993, la première phrase est remplacée par la disposition suivante:

«Sous réserve des dispositions de l'article 118*ter* relatives aux candidats nationaux, nul ne peut être présenté pour la Chambre dans plus d'une circonscription électorale.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

De tabel, bedoeld in artikel 87 van het Kieswetboek van 12 april 1894, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt vervangen door de tabel in de bijlage bij deze wet.

De Koning brengt de indeling van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers over de kieskringen in overeenstemming met deze nieuwe tabel.

Art. 3

In artikel 115 van het Kieswetboek van 12 april 1894, vervangen bij de wet van 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) in het tweede lid, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt de bepaling onder 1^o opgeheven;

B) in het vijfde lid, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, worden in de laatste zin de woorden «de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring of» geschrapt.

Art. 4

Artikel 117*bis* van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994, wordt aangevuld met het volgende lid:

«Op elke lijst moeten zowel de eerste twee kandidaten als, in voorkomend geval, de eerste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht zijn.».

Art. 5

In artikel 118, eerste lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wetten van 5 juli 1976 en 16 juli 1993, wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling:

«Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 118*ter* over de landelijke kandidaten, mag niemand in meer dan één kieskring voor de Kamer voorgedragen worden.».

Art. 6

A l'article 118*bis*, alinéa 1er, du même Code, inséré par la loi du 16 mai 1949, remplacé par la loi du 5 juillet 1976 et modifié par la loi du 16 juillet 1993, les mots «Le président du bureau principal de circonscription électorale pour la Chambre des représentants» sont remplacés par les mots «Le président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, visée à l'article 115, alinéa 2.».

Art. 7

Un article 118*ter*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Art. 118*ter*. § 1er. Les candidats nationaux pour la Chambre peuvent être présentés dans plus d'une circonscription, dans les conditions fixées au § 2.

§ 2. Chaque formation politique peut présenter au maximum six candidats nationaux. Ces candidats nationaux sont domiciliés dans une circonscription différente.

Sous réserve de la restriction prévue à l'alinéa 3, les candidats nationaux sont présentés sur toutes les listes de la formation politique pour la Chambre. Les candidats nationaux occupent toujours dans le même ordre les premières places sur la liste.

Le nombre de candidats nationaux présentés sur une même liste ne peut être supérieur à la moitié du nombre de sièges à pourvoir lors de l'élection .»

Art. 8

A l'article 132 du même Code sont apportées les modifications suivantes:

A) à l'alinéa 1er, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 16 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 5 avril 1994, les mots «de la même province» sont supprimés;

B) à l'alinéa 2, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, les mots «peuvent aussi porter» sont remplacés par les mots «peuvent uniquement».

Art. 9

A l'article 134 du même Code, remplacé par la loi du 17 mai 1949, sont apportées les modifications suivantes:

Art. 6

In artikel 118*bis*, eerste lid, van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 16 mei 1949, vervangen bij de wet van 5 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, worden de woorden «De voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers» vervangen door de woorden «De voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, bedoeld in artikel 115, tweede lid.».

Art. 7

Een artikel 118*ter*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde wetboek ingevoegd:

«Art. 118*ter*. § 1. Landelijke kandidaten voor de Kamer mogen in meer dan één kieskring voorgedragen worden, onder de voorwaarden bepaald in § 2.

§ 2. Per politieke formatie worden maximaal zes landelijke kandidaten voorgedragen. Deze landelijke kandidaten hebben hun woonplaats in een verschillende kieskring.

Onder voorbehoud van de beperking, bedoeld in het derde lid, worden de landelijke kandidaten op alle lijsten van de politieke formatie voor de Kamer voorgedragen. De landelijke kandidaten nemen steeds in dezelfde volgorde de eerste plaatsen van de lijst in.

Het aantal landelijke kandidaten op een zelfde lijst mag niet hoger zijn dan de helft van het aantal bij de verkiezing te begeven zetels.».

Art. 8

In artikel 132 van hetzelfde wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) in het eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 16 juli 1993 en het koninklijk besluit van 5 april 1994, worden de woorden «van dezelfde provincie» geschrapt;

B) in het tweede lid, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, worden de woorden «mogen ook» vervangen door de woorden «kunnen uitsluitend».

Art. 9

In artikel 134 van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 17 mei 1949, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) l'alinéa 4, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1994, est remplacé par l'alinéa suivant:

«Les déclarations peuvent contenir désignation, pour l'ensemble du groupe, d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.»;

B) à l'alinéa 5, modifié par les lois des 30 juillet 1991 et 16 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 5 avril 1994, les mots «du bureau central provincial» sont remplacés par les mots «du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde».

Art. 10

A l'article 135 du même Code, modifié par la loi du 17 mai 1949 et par l'arrêté royal du 5 avril 1994, les mots «du bureau central provincial» sont remplacés par les mots «du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde».

Art. 11

A l'article 136, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 17 mars 1958, les mots «du bureau central provincial» sont remplacés par les mots «du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde».

Art. 12

A l'article 137 du même Code, les mots «du chef-lieu de la province» sont remplacés par les mots «de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde».

Art. 13

L'article 169, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, est remplacé par l'alinéa suivant:

«En cas d'application de l'article 132, alinéa 2, procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde; seules les autres pièces visées à l'article 177 sont transmises au greffier de la Chambre des représentants.»

A) het vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1994, wordt vervangen door het volgende lid:

«In de verklaringen mogen voor de gehele groep een getuige en een plaatsvervangend getuige aangewezen worden om de verrichtingen van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde bij te wonen.»;

B) in het vijfde lid, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1991 en 16 juli 1993 en het koninklijk besluit van 5 april 1994, worden de woorden «van het provinciaal centraal bureau» vervangen door de woorden «van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde».

Art. 10

In artikel 135 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949 en het koninklijk besluit van 5 april 1994, worden de woorden «van het provinciaal centraal bureau» vervangen door de woorden «van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde».

Art. 11

In artikel 136, eerste lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 17 maart 1958, worden de woorden «van het provinciaal centraal bureau» vervangen door de woorden «van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde».

Art. 12

In artikel 137 van hetzelfde wetboek worden de woorden «van de provinciehoofdplaats» vervangen door de woorden «van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde».

Art. 13

Artikel 169, derde lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt vervangen door het volgende lid:

«In geval van toepassing van artikel 132, tweede lid, wordt het proces-verbaal van die verrichtingen dadelijk gezonden aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde; alleen de overige in artikel 177 vermelde stukken worden aan de griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers gestuurd.».

Art. 14

A l'article 170, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 16 juillet 1993, dans la première phrase, les mots «Le bureau central de province» sont remplacés par les mots «Le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde».

Art. 15

A l'article 171 du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, les mots «le bureau central provincial» sont remplacés chaque fois par les mots «le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde».

Art. 16

Dans l'article 172 du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est inséré un § 2, libellé comme suit:

«§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la désignation des élus sur les listes présentant des candidats nationaux s'opère comme suit:

Un candidat national est élu lorsque le nombre de voix qu'il a obtenues atteint au moins le tiers du diviseur électoral national. Le diviseur électoral national s'obtient en divisant le nombre de votes valablement émis dans le Royaume par le nombre de sièges à conférer.

Le candidat national élu est attribué à la circonscription électorale où il est domicilié. Si la liste sur laquelle il est présenté n'obtient pas de siège dans cette circonscription électorale, le candidat national élu est attribué à la circonscription où il obtient le meilleur résultat. Ce résultat s'obtient en divisant le nombre de voix obtenues par le candidat national dans cette circonscription électorale par le chiffre électoral de la liste.

S'il a obtenu un nombre de voix inférieur au tiers du diviseur électoral national, le candidat national peut être désigné comme élu, conformément aux dispositions du § 1^{er}, dans la circonscription électorale où il est domicilié.

Pour la désignation des élus dans les circonscriptions électorales conformément aux dispositions du § 1^{er}, il n'est pas tenu compte des candidats nationaux qui ne sont pas domiciliés dans la circonscription électorale.».

Art. 14

In artikel 170, eerste lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, worden in de eerste zin de woorden «Het provinciaal centraal bureau» vervangen door de woorden «Het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde».

Art. 15

In artikel 171 van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, worden de woorden «het provinciaal centraal bureau» telkens vervangen door de woorden «het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde».

Art. 16

In artikel 172 van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend:

«§ 2. In afwijking van § 1 geschiedt de aanwijzing van de verkozenen op de lijsten waarop landelijke kandidaten voorkomen, als volgt.

Een landelijk kandidaat is verkozen wanneer het aantal stemmen dat hij behaalt, minimaal een derde bedraagt van de landelijke kiesdeler. De landelijke kiesdeler wordt verkregen door het aantal geldig uitgebrachte stemmen in het Rijk te delen door het aantal te begeven zetels.

De verkozen landelijke kandidaat wordt toegewezen aan de kieskring waar hij zijn woonplaats heeft. Indien de lijst waarop hij wordt voorgedragen in deze kieskring geen zetel behaalt, wordt de verkozen landelijke kandidaat toegewezen aan de kieskring waar hij het beste resultaat behaalt. Dit resultaat wordt verkregen door het aantal door de landelijke kandidaat in deze kieskring behaalde stemmen te delen door het kiescijfer van de lijst.

Indien het aantal door de landelijke kandidaat behaalde stemmen minder dan een derde van de landelijke kiesdeler bedraagt, komt hij in aanmerking voor de aanwijzing van de verkozenen overeenkomstig de bepalingen van § 1, in de kieskring waar hij zijn woonplaats heeft.

Bij de aanwijzing van de verkozenen in de kieskringen overeenkomstig de bepalingen van § 1, wordt geen rekening gehouden met de landelijke kandidaten die hun woonplaats niet in de kieskring hebben.».

Art. 17

A l'article 173, alinéa 3, du même code, remplacé par les lois du 16 juillet 1993 et du 5 avril 1995, les mots «l'article 172, alinéa 2" sont remplacés par les mots «l'article 172, § 1er, alinéa 2".

Art. 18

Le Titre VI du même code est abrogé.

Art. 19

La présente loi entre en vigueur lors du prochain renouvellement complet de la Chambre des représentants.

9 juin 1997

Art. 17

In artikel 173, derde lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wetten van 16 juli 1993 en 5 april 1995, worden de woorden «artikel 172, tweede lid,» vervangen door de woorden «artikel 172, § 1, tweede lid,».

Art. 18

Titel VI van hetzelfde wetboek wordt opgeheven.

Art. 19

Deze wet treedt in werking bij de eerstkomende volledige vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

9 juni 1997

F. LOZIE

**ANNEXE: Circonscriptions électorales pour
l'élection de la Chambre des représentants**
**BIJLAGE: Kieskringen voor de verkiezingen
voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers**

CIRCONSCRIPTION ELECTORALE	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS	KIESKRING	ADMINISTRATIEVE ARRONDISSEMENTEN
Anvers	Anvers Malines Turnhout	Antwerpen	Antwerpen Mechelen Turnhout
Hainaut	Mons Soignies Tournai Ath Mouscron Charleroi Thuin	Henegouwen	Bergen Zinnik Doornik Aat Moeskroen Charleroi Thuin
Liège	Liège Huy Waremmes Verviers	Luik	Luik Hoei Borgworm Verviers
Limbourg	Hasselt Tongres	Limburg	Hasselt Tongeren
Luxembourg	Arlon Marche- en-Famenne Bastogne Neufchâteau Virton	Luxemburg	Aarlen Marche- en-Famenne Bastenaken Neufchâteau Virton
Namur	Namur Dinant Philippeville	Namen	Namen Dinant Philippeville
Flandre orientale	Gand Eeklo Saint-Nicolas Termonde Alost Audenarde	Oost-Vlaanderen	Gent Eeklo Sint-Niklaas Dendermonde Aalst Oudenaarde
Flandre occidentale	Bruges Courtrai Roulers Tielt Furnes Dixmude Ypres Ostende	West-Vlaanderen	Brugge Kortrijk Roeselare Tielt Veurne Diksmuide Ieper Oostende
Bruxelles-Hal-Vilvorde	Bruxelles-Capitale Hal-Vilvorde	Brussel-Halle-Vilvoorde	Brussel-Hoofdstad Halle-Vilvoorde
Louvain	Louvain	Leuven	Leuven
Nivelles	Nivelles	Nijvel	Nijvel